

Unité Inter-Départementale Anjou Maine
rue du Cul d'Anon
BP 80145
49124 Saint-Barthélemy-d'Anjou

Saint-Barthélemy-d'Anjou, le 29 octobre 2025

Rapport de l'Inspection des installations classées

Visite d'inspection du 14/10/2025

Contexte et constats

Publié sur  **GÉORISQUES**

**3R D'ANJOU (Syndicat pour la Réduction, le Réemploi et le Recyclage de Déchets en Anjou)
ISDND La Courterie Louroux Béconnais**

103 Rue Charles Darwin
49125 Tiercé

Références : EC-2025-483-INSP-3R D'ANJOU-Val d'Erdre d'Auxence-RAP
Code AIOT : 0006302518

1) Contexte

Le présent rapport rend compte de l'inspection réalisée le 14/10/2025 dans l'établissement 3R D'ANJOU (Syndicat pour la Réduction, le Réemploi et le Recyclage de Déchets en Anjou) implanté à la Courterie Le Louroux Béconnais 49370 Val d'Erdre-Auxence. Cette partie « Contexte et constats » est publiée sur le site internet Géorisques (<https://www.georisques.gouv.fr/>).

L'inspection s'inscrit dans le cadre des suites de la visite du 6 décembre 2024, et sur quelques prescriptions de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 modifié.

Les informations relatives à l'établissement sont les suivantes :

- 3R D'ANJOU (Syndicat pour la Réduction, le Réemploi et le Recyclage de Déchets en Anjou)
- ISDND de la Courterie Le Louroux Béconnais 49370 Val d'Erdre-Auxence
- Code AIOT : 0006302518
- Régime : Autorisation
- Statut Seveso : Non Seveso
- IED : Oui

Le SYCTOM Loire Béconnais exploite, sur le territoire de la commune du Louroux Béconnais une Installation de Stockage de Déchets Non Dangereux (ISDND). Cette ISDND est réglementée par un arrêté DIDD-2013 n°55 du 18 mars 2013, qui l'autorise à réceptionner 9000 tonnes de déchets par an. L'échéance de l'autorisation est le 31/12/2027.

Le 1^{er} janvier 2022, le syndicat les 3R D'ANJOU (Syndicat pour la Réduction, le Réemploi, et le Recyclage de Déchets en Anjou) anciennement SICTOM Loir et Sarthe s'est substitué par adhésion au SMITOM Sud-Saumurois, SISTO, SYCTOM Loire Béconnais. Ce syndicat a repris l'ensemble des droits et obligations de ces derniers.

L'ISDND reçoit des encombrants de déchetteries de :

- communauté de communes des Vallées du Haut Anjou;
- communauté de communes Loire layon Aubance;
- communauté de communes Anjou Loir et Sarthe;
- communauté de communes de Baugeois Vallée.

Le casier Est du site est constitué de 6 alvéoles exploitées de 1988 à 2003. Seule l'alvéole n°6 possède une géomembrane. L'ensemble de la zone a été reprofilée en 2019.

Le casier de la zone Ouest est constitué de 9 alvéoles. L'alvéole n°14 est en cours d'exploitation.

L'alvéole n°15 est en cours d'aménagement (reste la couche de 50 cm de gravier) : le début d'exploitation de cette alvéole est prévu pour le premier trimestre 2026.

L'ISDND a réceptionné 7 948 tonnes en 2024, et 9 612,9 tonnes en 2023.

En 2024, 7 071 m³ de lixiviats ont été traités. Le volume des rejets de lixiviats traités dans le milieu naturel a été de 6 561 m³.

Contexte de l'inspection :

- Récolement de quelques prescriptions de l'arrêté ministériel du 15/02/2016 modifié

Thèmes de l'inspection :

- Déchets

2) Constats

2-1) Introduction

Le respect de la réglementation relative aux installations classées pour la protection de l'environnement relève de la responsabilité de l'exploitant. Le contrôle des prescriptions réalisé ne se veut pas exhaustif, mais centré sur les principaux enjeux recensés et à ce titre, ne constitue pas un examen de conformité de l'administration à l'ensemble des dispositions qui sont applicables à l'exploitant. Les constats relevés par l'inspection des installations classées portent sur les installations dans leur état au moment du contrôle.

A chaque point de contrôle est associée une fiche de constat qui comprend notamment les informations suivantes :

- le nom donné au point de contrôle ;
- la référence réglementaire de la prescription contrôlée ;
- si le point de contrôle est la suite d'un contrôle antérieur, les suites retenues lors de la précédente visite ;
- la prescription contrôlée ;
- à l'issue du contrôle :
 - ◆ le constat établi par l'inspection des installations classées ;

- ◆ les observations éventuelles ;
- ◆ le type de suites proposées (voir ci-dessous) ;
- ◆ le cas échéant la proposition de suites de l'inspection des installations classées à Monsieur le Préfet ; il peut par exemple s'agir d'une lettre de suite préfectorale, d'une mise en demeure, d'une sanction, d'une levée de suspension, ...

Il existe trois types de suites :

- « Faits sans suite administrative » ;
- « Faits avec suites administratives » : les non-conformités relevées conduisent à proposer à Monsieur le Préfet, des suites graduées et proportionnées avec :
 - ◆ soit la demande de justificatifs et/ou d'actions correctives à l'exploitant (afin de se conformer à la prescription) ;
 - ◆ soit conformément aux articles L. 171-7 et L. 171-8 du code de l'environnement des suites (mise en demeure) ou des sanctions administratives ;
- « Faits concluant à une prescription inadaptée ou obsolète » : dans ce cas, une analyse approfondie sera menée a posteriori du contrôle puis éventuellement une modification de la rédaction de la prescription par voie d'arrêté préfectoral pourra être proposée.

2-2) Bilan synthétique des fiches de constats

Les fiches de constats disponibles en partie 2-4 fournissent les informations de façon exhaustive pour chaque point de contrôle. Leur synthèse est la suivante :

Les fiches de constats suivantes font l'objet d'une proposition de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'Inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
1	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	3 mois
3	Gestion du biogaz	Arrêté Préfectoral du 18/03/2013, article 3.2.3	Avec suites, Demande d'action corrective	Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant	30 jours
5	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI	/	Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective	3 mois
7	Lutte contre	Arrêté Ministériel du	/	Demande de	1 mois

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Proposition de suites de l'inspection des installations classées à l'issue de la <u>présente</u> inspection ⁽¹⁾	Proposition de délais
	les incendies	15/02/2016, article 33 VIII		justificatif à l'exploitant	
11	Transmission des données de surveillance des émissions	Arrêté Ministériel du 28/04/2018, article 1	/	Demande d'action corrective	1 mois

(1) s'applique à compter de la date de la notification de l'acte ou de la date de la lettre de suite préfectorale

Les fiches de constats suivantes ne font pas l'objet de propositions de suites administratives :

N°	Point de contrôle	Référence réglementaire	Si le point de contrôle provient d'une <u>précédente</u> inspection : suite(s) qui avai(ent) été donnée(s)	Autre information
2	Programme de surveillance des rejets	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III et 23	Avec suites, Demande d'action corrective	Sans objet
4	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III	/	Sans objet
6	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII	/	Sans objet
8	Lutte contre les incendies	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX	/	Sans objet
9	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis	/	Sans objet
10	Application des meilleures techniques disponibles (MTD)	Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter	/	Sans objet

2-3) Ce qu'il faut retenir des fiches de constats

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de :

- **proposer un plan d'actions visant à permettre un retour à la conformité des rejets de la torchère ;**

- compléter le plan de défense incendie ;
- procéder aux réglages de la torchère ;
- réaliser une campagne de mesures de rejets atmosphériques de la torchère ;
- mettre en place un dispositif pour alerter lorsque la caméra infrarouge ne fonctionne plus ;
- mettre en place une organisation permettant d'assurer une ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site ;
- transmettre les résultats de l'autosurveillance des eaux superficielles sous GIDAF.

2-4) Fiches de constats

N° 1 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis I
Thème(s) : Risques chroniques, Plan de défense incendie
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>I. - L'exploitant réalise et tient à jour un plan de défense incendie comprenant au moins :</p> <ul style="list-style-type: none"> - la procédure relative à la conduite à tenir en cas d'incendie sur l'installation ; - les schémas d'alarme et d'alerte décrivant les actions à mener par l'exploitant à compter de la détection d'un incendie (l'origine et la prise en compte de l'alerte, l'appel des secours extérieurs, la liste des interlocuteurs internes et externes) ; - l'organisation de la première intervention et de l'évacuation face à un incendie en périodes ouvrées ; - les modalités d'accueil des services d'incendie et de secours en périodes ouvrées, y compris, le cas échéant, les mesures organisationnelles prévues pour dégager avant l'arrivée des services de secours les accès, les voies engins, les aires de mise en station, les aires de stationnement ; - les modalités d'accès pour les services d'incendie et de secours en périodes non ouvrées, y compris, le cas échéant, les consignes précises pour leur permettre d'accéder à tous les lieux et les mesures nécessaires pour qu'ils n'aient pas à forcer l'accès aux installations en cas de sinistre ; - le plan de situation décrivant schématiquement les réseaux d'alimentation, la localisation et l'alimentation des différents points d'eau, l'emplacement des vannes de barrage sur les canalisations, et les modalités de mise en œuvre, en toutes circonstances, de la ressource en eau nécessaire à la maîtrise d'un incendie ; - le plan de situation des réseaux de collecte, des bassins de rétention, avec mention des ouvrages permettant leur sectorisation ou leur isolement en cas de sinistre et, le cas échéant, des modalités de leur manœuvre ; - les plans des casiers en cours d'exploitation et des lieux d'entreposage de déchets, avec une description des dangers et des moyens de lutte contre l'incendie situés à proximité ; - la justification des compétences du personnel susceptible, en cas d'alerte, d'intervenir avant l'arrivée des secours, notamment en matière de formation, de qualification et d'entraînement ; - les comptes rendus des exercices de défense contre les incendies.
<p>Constats :</p> <p>L'exploitant transmet un plan de défense incendie dans sa version 2025. Le plan de défense n'est</p>

<p>pas complet au regard de l'article 33 bis I de l'arrêté ministériel du 15 février 2016.</p> <p>Le plan de défense incendie comprend un exemplaire vierge du formulaire de notification d'accident/incident (fiche BARPI). L'inspection indique à l'exploitant qu'à compter du 1^{er} janvier 2026, cette déclaration doit être réalisée sur le site https://entreprendre.service-public.gouv.fr/vosdroits/R71939.</p> <p>Le rapport devra être télétransmis <i>via</i> le lien communiqué à l'issue de la télédéclaration.</p>
<p>Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :</p> <p>L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de compléter son plan de défense incendie avec les éléments suivants :</p> <ul style="list-style-type: none"> ➤ indiquer les habilitations Caces du personnel susceptible d'utiliser les engins en cas d'incendie; ➤ indiquer dans les schémas d'alerte les actions à mettre en œuvre vis-à-vis de la déchetterie attenante à l'ISDND (évacuation du public, fermeture de la déchetterie?); ➤ compléter le plan de situation en indiquant la localisation de la borne incendie et le bassin d'eau pluviale de 1 700 m³.
<p>Type de suites proposées : Avec suites</p>
<p>Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant</p>
<p>Proposition de délais : 3 mois</p>

N° 2 : Programme de surveillance des rejets

<p>Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 11 III et 23</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Ajout des nonylphénols</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2024 • type de suites qui avaient été actées : Avec suites • suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective • date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025
<p>Prescription contrôlée :</p> <p>Article 11 III. : Les équipements de traitement des lixiviats sont conçus pour satisfaire les critères minimaux définis à l'annexe I. [...]</p> <p>Seuls les lixiviats respectant les critères fixés à l'annexe I sont rejetés dans le milieu naturel.</p> <p>Article 23 : L'exploitant met en place un programme de surveillance de ses rejets. Ce programme est détaillé dans l'arrêté préfectoral d'autorisation. Il comprend au minimum le contrôle des lixiviats, des rejets gazeux et des eaux de ruissellement, selon les modalités définies en annexe II.</p>
<p>Constats :</p> <p>3R d'Anjou a répondu par courrier du 2 avril 2025 qu'il avait intégré les nonylphénols dans son programme d'autosurveillance des lixiviats traités. Le premier prélèvement trimestriel a eu lieu le 25 mars 2025. Le résultat est inférieur à 0,1 µg/l.</p>
<p>Type de suites proposées : Sans suite</p>

N° 3 : Gestion du biogaz

<p>Référence réglementaire : Arrêté Préfectoral du 18/03/2013, article 3.2.3</p>
<p>Thème(s) : Risques chroniques, Valeurs limites de rejet</p>
<p>Point de contrôle déjà contrôlé :</p> <ul style="list-style-type: none"> • lors de la visite d'inspection du 06/12/2024

- type de suites qui avaient été actées : Avec suites
- suite(s) qui avai(en)t été actée(s) : Demande d'action corrective
- date d'échéance qui a été retenue : 17/03/2025

Prescription contrôlée :

Les rejets issus de l'installation de combustion doivent respecter les valeurs limites suivantes :

- CO : 150 mg/Nm³
- SO₂ : 300 mg/Nm³

les volumes de gaz étant rapportés à des conditions normalisées de température (273 kelvins) et de pression (101,3 kilo pascals) avec une teneur en oxygène de 11% sur gaz sec.

Constats :

3R d'Anjou a répondu par courrier du 2 avril 2025 qu'il avait réalisé des mesures de rejets atmosphériques de la torchère le 4 mars 2025. Les résultats montrent deux non-conformités à l'arrêté préfectoral du 18 mars 2013. Les valeurs limites réglementaires relatives à l'oxyde de carbone (CO) et de dioxyde de soufre (SO₂) sont dépassées.

L'exploitant explique que chaque résultat est la résultante de la moyenne de trois mesures. L'exploitant considère que ces disparités interpellent, sans apporter de justification.

Concernant le SO₂, l'analyse en termes de flux (et non de concentration) très différente dans la mesure où, les débits étant peu élevés, les résultats sont très en dessous du seuil de 25 kg/h au-delà duquel s'applique la valeur limite de 300 mg/m³ de l'arrêté ministériel du 15 février 2016 relatif aux ISDND.

Le flux de la campagne 2025 est de 0,051 kg/h sur le paramètre SO₂.

Pour autant, c'est bien la VLE de l'arrêté préfectoral de 2013 qui s'applique, dans son article 3.2.2 qui définit une VLE pour le paramètre SO₂ à 300 mg/Nm³ sans condition de flux.

L'exploitant indique que la torchère a été achetée en octobre 2003. Elle est conçue de manière à assurer que les gaz de combustion soient portés à 900 °C pendant au moins 0,3 seconde. L'exploitant a relevé une température de 934 °C pendant la visite du site.

L'exploitant transmet un rapport de contrôle de la torchère de l'entreprise FBI BIOME suite à une intervention les 23 et 24 avril 2025. Le rapport mentionne les éléments suivants :

Points contrôlés :

- maintenance du thermocouple effectuée;
- information de fonctionnement (compteur horaire, volume biogaz capté);
- contrôles température, dépression biogaz et débit biogaz;
- relevés biogaz : CH₄, CO₂, O₂, H₂S, dépression du réseau à l'entrée du dévésiculeur.
- Le rapport indique que le moteur d'entraînement du ventilateur est hors service. Il a été remplacé par un ventilateur d'occasion avec un moteur Atex neuf.

D'autres opérations ont été mises en œuvre :

- remplacement du disjoncteur en tête du variateur du ventilateur d'air;
- remplacement de la flasque avec clapet de l'électrovanne de sécurité;
- remplacement de la courroie du surpresseur biogaz.

Le rapport indique que la température de combustion est très longue à atteindre la température de consigne.

Il faut envisager à moyen terme de remplacer les accroches flammes légèrement déformées. Le ventilateur de l'armoire électrique est également HS.

Le rapport met en exergue la vétusté de plusieurs équipements (cellule UV, détection de flamme, console de programmation du variateur du surpresseur HS, détecteur de niveau dévésiculeur). Le rapport conclut néanmoins au "bon fonctionnement de l'installation aux conditions du moment".

L'exploitant indique qu'après le raccordement final du réseau de captage du biogaz du casier 13, l'entreprise FBIO BIOME procédera à un réglage d'équilibrage du réseau de captage biogaz. La couverture du casier 13 sera finalisée avant la fin de l'année. L'exploitant envisage une prochaine mesures des rejets atmosphériques de la torchère au cours du premier trimestre 2026.

L'exploitant envisage également de modifier les plages horaires de fonctionnement de la torchère; l'exploitant étudie la pertinence de faire fonctionner la torchère uniquement le matin dans des conditions de basses pressions.

Le tableau récapitulatif des dépassements de CO et SO₂ :

	VLE (mg/Nm ³)	2021	2022	2023	2024	2025
CO	150	0	44	7,93	2121	312
SO ₂	300	788	482	1021	312	1029
Flux SO ₂ (kg/h)		0,189	/	0,183	0,051	
Heure de fonctionnement		6636	4664	4579	3848	
Débit (Nm ³ /h)		197	237	283	199	

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de proposer un plan d'actions visant à permettre un retour à la conformité des rejets de la torchère. Ce plan d'actions comprend en particulier :

- la réalisation des réparations nécessaires au fonctionnement optimal du réseau biogaz y compris de la torchère (remplacement des équipements vétustes, déformés ou ne fonctionnant plus, modification des plages horaires de fonctionnement...) dans les meilleurs délais ;
- le réglage du réseau de captage du biogaz et de la torchère associée ;
- la réalisation d'une nouvelle campagne de mesures des rejets atmosphériques dans un délai maximal de 3 mois pour valider les nouveaux réglages réalisés.

L'exploitant transmettra les résultats dès réception.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective, Demande de justificatif à l'exploitant

Proposition de délais : 30 jours

N° 4 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 bis II et III

Thème(s) : Risques chroniques, Transmission du plan de défense incendie

Prescription contrôlée :

II. - Le plan de défense incendie ainsi que ses mises à jour sont transmis aux services d'incendie et

de secours. III. - En cas d'incendie, l'exploitant met en œuvre les actions prévues par le plan de défense incendie.
Constats : L'exploitant transmet le mail du 7 octobre 2025 attestant de l'envoi du plan de défense incendie au SDIS.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 5 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VI
Thème(s) : Risques chroniques, Alarme et rondes régulières
Prescription contrôlée : Ce dispositif est associé à une alarme à destination du personnel présent sur le site. Lorsqu'aucun personnel n'est présent sur le site, l'alarme est transmise à des personnes internes ou externes désignées par l'exploitant et formées en vue de déclencher les opérations nécessaires. Lorsqu'une présence permanente est assurée sur le site, des rondes régulières sont réalisées par du personnel formé aux abords des casiers en exploitation et des zones d'entreposage de déchets lors des périodes d'inactivité. Dans tous les cas une ronde est organisée au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site et avant le départ du personnel.
Constats : L'exploitant ne dispose pas de contrat de maintenance pour la caméra infrarouge. L'exploitant fait intervenir un prestataire pour les dépannages. Le dispositif ne dispose d'aucune alerte pour indiquer que la caméra infrarouge ne fonctionne pas. L'exploitant n'a pas mis en place de ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site. Le site dispose d'une télésurveillance hors heures ouvrées uniquement sur le bâtiment à l'entrée du site (bureau, sanitaire et atelier). Le dernier déchargement de déchets a lieu vers 15 heures, l'ISDND ferme à 16 heures et le personnel quitte le site à 17 heures.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat : L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de mettre en place : <ul style="list-style-type: none"> ➤ un dispositif permettant de s'assurer du fonctionnement effectif de la caméra infrarouge et d'alerter le personnel du site lorsque celle-ci ne fonctionne plus; ➤ une organisation permettant d'assurer une ronde au moins deux heures après la réception du dernier arrivage de déchets sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant, Demande d'action corrective
Proposition de délais : 3 mois

N° 6 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 16 VII
Thème(s) : Risques chroniques, Moyen d'alerte des secours
Prescription contrôlée : VII. - L'installation est dotée d'un moyen permettant d'alerter les services d'incendie et de secours.

Constats :
Le SDIS est contacté par téléphone pendant et en dehors des heures d'exploitation.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 7 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 VIII
Thème(s) : Risques chroniques, Formation du personnel / matériaux de recouvrement
Prescription contrôlée :
VIII. - Une part suffisante du personnel est formée à l'utilisation et au transport des matériaux de recouvrement en cas de sinistre. Le personnel extérieur au site reçoit une information sur les risques incendies du site et sur la conduite à tenir en cas de sinistre.
Constats :
L'exploitant a transmis les attestations de formation pour 2 salariés en tant qu'équipier de première intervention. L'exploitant déclare que ces deux personnes sont également formées au transport et à l'utilisation de matériaux de recouvrement en cas d'incendie.
Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :
L'inspection des installations classées demande à l'exploitant de transmettre les attestations de formation du personnel intervenant sur le site.
Type de suites proposées : Avec suites
Proposition de suites : Demande de justificatif à l'exploitant
Proposition de délais : 1 mois

N° 8 : Lutte contre les incendies

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 33 IX
Thème(s) : Risques chroniques, Exercice incendie
Prescription contrôlée :
IX. - Dans le trimestre suivant le début de l'exploitation de l'installation, l'exploitant organise un exercice de défense contre les incendies. Cet exercice est renouvelé tous les trois ans, jusqu'à la fin de la période d'exploitation du site. Chaque exercice fait l'objet d'un compte rendu.
Constats :
3R d'Anjou a répondu par courrier du 2 avril 2025 qu'il avait réalisé 2 exercices incendie le 28 mai 2025 en interne, et le 1 ^{er} mars 2025 en coopération avec le SDIS. L'exploitant a transmis les compte-rendus de ces exercices.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 9 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 bis
Thème(s) : Risques chroniques, Prélèvements et consommation d'eau
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un programme de surveillance des prélèvements et de la consommation d'eau de l'installation. Les résultats de ce programme de surveillance sont tenus à la disposition de l'inspection des installations classées et sont présentés dans le rapport annuel d'activité prévu à l'article 26 du présent arrêté, accompagnés de commentaires sur les évolutions constatées informations sur les changements importants de la consommation d'eau.
Constats : L'exploitant établit un bilan annuel de sa consommation d'eau qui s'établit comme suit : <ul style="list-style-type: none">➤ usage sanitaire pour le personnel : 101 m³➤ usage pour le nettoyage des membranes d'ultrafiltration de la station de traitement des lixiviats : 53 m³ Ce bilan est reporté dans le rapport annuel d'activité.
Type de suites proposées : Sans suite

N° 10 : Application des meilleures techniques disponibles (MTD)

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 15/02/2016, article 24 ter
Thème(s) : Risques chroniques, Bilan énergétique annuel de la consommation et production d'énergie
Prescription contrôlée : L'exploitant établit un bilan énergétique annuel de sa consommation et de sa production d'énergie. Il comprend : <ul style="list-style-type: none">i) des informations sur la consommation d'énergie, exprimée en énergie fournie ;ii) des informations sur l'énergie produite dans l'installation, et en particulier sur la quantité de biogaz valorisée ;iii) des informations sur l'énergie valorisée hors de l'installation. Le bilan énergétique annuel est tenu à la disposition de l'inspection des installations classées et présenté dans le rapport annuel d'activité [...]. Le bilan énergétique annuel réalisé au titre de l'année 2023 comprend également une étude technico-économique et environnementale sur l'opportunité de valoriser le biogaz capté dans les casiers de l'installation, à l'exclusion du cas où elle est exclusivement équipée de casiers dédiés aux déchets de matériaux de construction contenant de l'amiante, de casiers dont la période de post exploitation s'est achevée ou de casiers ne produisant pas de biogaz.
Constats : L'exploitant établit un bilan annuel de sa consommation énergétique et de sa production Les chiffres 2024 : Consommation électrique : <ul style="list-style-type: none">➤ torchère : 26 936 kWh➤ traitement des lixiviats : 197 250 kWh➤ contrôle entrée et bureaux : 92 473 kWh Consommation de GNR des engins :

- 15 590 litres de GNR

Ce bilan est reporté dans le rapport annuel d'activité.

Le biogaz n'est pas valorisé. L'exploitant a réalisé un bilan technico-économique qui conclut à la non rentabilité de la valorisation du biogaz. L'exploitant propose à l'inspection de lui transmettre le résultat de l'étude technico-économique.

Type de suites proposées : Sans suite

N° 11 : Transmission des données de surveillance des émissions

Référence réglementaire : Arrêté Ministériel du 28/04/2018, article 1

Thème(s) : Situation administrative, Déclaration GIDAF

Prescription contrôlée :

Sauf impossibilité technique, les résultats de la surveillance des émissions réalisée conformément aux prescriptions édictées par les arrêtés pris en application des articles L. 512-3, L. 512-5, L. 512-7 et L. 512-10 du code de l'environnement sont transmis par voie électronique sur le site de télédéclaration du ministère en charge des installations classées prévu à cet effet.

Constats :

L'exploitant transmet régulièrement les résultats de son autosurveillance des piézomètres.

Le cadre de surveillance des eaux superficielles (lixiviats traités rejetés vers le milieu naturel) a été créé au 1^{er} juillet 2025.

L'exploitant a saisi les résultats de son autosurveillance des eaux superficielles mais n'a pas transmis les résultats sur le site GIDAF.

Le cadre de surveillance étant récent, l'exploitant a exprimé des interrogations concernant notamment la VLE de la DCO portée à 30 mg/l sous GIDAF.

Après vérification, la VLE qui s'applique est celle de l'arrêté préfectoral du 18 mars 2013 dans son article 4.2.10, soit 250 mg/l.

Après vérification sur l'ensemble des paramètres enregistrés sous GIDAF, l'inspection doit procéder aux changements suivants :

- suppression des paramètres cyanure total et benzo(a)py (1115) ;
- ajout du paramètre nonylphénols (1958).

Demande à formuler à l'exploitant à la suite du constat :

L'inspection des installations classées va procéder à la mise à jour du cadre de surveillance des eaux superficielles. L'exploitant pourra à compter du 1^{er} novembre 2025 finaliser la saisie de ses résultats et les transmettre sous GIDAF.

Type de suites proposées : Avec suites

Proposition de suites : Demande d'action corrective

Proposition de délais : 1 mois